PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de Saint-Mathieu-de-Beloil tenue au Centre Communautaire André-Guy Trudeau, le **mardi 4 octobre 2022** à compter de **20 h**.

À laquelle sont présents :

Monsieur Normand Teasdale, maire
Madame Marie-Claude Duval, conseillère, district No. 1
Monsieur Éric Lussier-Houle, conseiller, district No. 2
Monsieur Sébastien Robert, conseiller, district No. 3
Madame Mona S. Morin, conseillère, district No. 4
Monsieur Richard Lecours, conseiller, district No. 5
Monsieur Mathieu Blouin, conseiller, district No. 6

Formant le quorum requis par la Loi sous la présidence du maire, monsieur Normand Teasdale.

Est également présente :

Madame Joanne Bouchard, directrice générale et greffière-trésorière

ORDRE DU JOUR

1. **CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE**
2. **ORDRE DU JOUR**
 - 2.1 Adoption de l'ordre du jour
3. **ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX**
 - 3.1 Séance ordinaire du 6 septembre 2022
 - 3.2 Séance extraordinaire du 19 septembre 2022
4. **CORRESPONDANCE ET INFORMATION**
 - 4.1 Information de M. le maire
 - 4.2 Correspondance déposée
5. **AVIS DE MOTION**
 - 5.1 Avis de motion - Règlement No. 19.05.01.22 modifiant le règlement No.19.05 concernant les règles de régie interne et de procédure des séances du Conseil afin d'ajouter les règles encadrant la période de questions
6. **RÈGLEMENTS**
 - 6.1 Dépôt - Projet de règlement No. 19.05.01.22 modifiant le règlement No.19.05 concernant les règles de régie interne et de procédure des séances du Conseil afin d'ajouter les règles encadrant la période de questions
 - 6.2 Adoption des projets de règlements d'urbanisme et assemblée publique de consultation
7. **RAPPORT DES COMITÉS ET COMMISSIONS**
 - 7.1 Dépôts - Comptes-rendus et procès-verbaux des réunions, commissions et comités
8. **ADMINISTRATION**
 - 8.1 Congés des Fêtes – Fermeture des bureaux municipaux
 - 8.2 Embauche - Journalier opérateur à la voirie

- 8.3 Embauche - Adjointe aux travaux publics
 - 8.4 Appui à la MRC de Vaudreuil-Soulanges - Mémoire dans le cadre du projet de Politique métropolitaine d'habitation de la CMM
 - 8.5 Appui aux demandes des Producteurs et productrices acéricoles
 - 8.6 Appels d'offres de l'UMQ - Services professionnels pour les services financiers et les services de prévention et de gestion pour les mutuelles de prévention en santé et sécurité du travail de l'UMQ
 - 8.7 Octroi de contrat - Entretien ménager - Poste de la Sûreté du Québec
 - 8.8 Adoption - Politique de communication
 - 8.9 Adoption - Politique de gestion et d'utilisation des médias sociaux
 - 8.10 Consentement autorisant l'implantation du 3-1-1 pour les juridictions téléphoniques et les tours cellulaires partagées pour la Ville de Beloeil
 - 8.11 Comité - Accès à l'information et la protection des renseignements personnels
 - 8.12 Comité - Santé et sécurité au travail (CSST)
- 9. FINANCES**
- 9.1 Acceptation du registre des chèques du mois de septembre 2022, des prélèvements automatiques et du compte-salaire
 - 9.2 Acceptation du bordereau des comptes payables du mois de septembre 2022
 - 9.3 Demande de commandite - Opération Nez Rouge 2022
 - 9.4 Campagne de sensibilisation au cancer de la prostate - Noeuvembre 2022
 - 9.5 Adoption du budget et de la quote-part 2023 - RISIVR
- 10. SÉCURITÉ PUBLIQUE**
- 11. TRANSPORT - CIRCULATION - TRAVAUX PUBLICS**
- 11.1 Octroi de mandats - Fourniture et transport de sel à déglacer
 - 11.2 Règlement 21.03 - Décompte progressif No. 1 - Chemin Ruisseau Sud
- 12. HYGIÈNE**
- 12.1 Octroi de mandat - Services d'accompagnement - Réhabilitation des berges du ruisseau Beloeil
- 13. PERMIS ET INSPECTION**
- 13.1 Délégation de pouvoirs d'inspection - RCI 2022-96 de la Communauté métropolitaine de Montréal
- 14. LOISIRS ET CULTURE**
- 14.1 Affectation au fonds de parcs - Octroi de contrat - Aménagement du parc de la Croix
- 15. PÉRIODE DE QUESTIONS**
- 16. CLÔTURE DE LA SÉANCE**

2022-10-001

1 - CONSTATATION DU QUORUM ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin
APPUYÉE DE : Monsieur Richard Lecours
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Constatation du quorum et ouverture de la séance à 20 h 00.

ADOPTÉE

2 - ORDRE DU JOUR

2022-10-002

2.1 - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Mathieu Blouin
APPUYÉ DE : Monsieur Sébastien Robert
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉE

3 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

2022-10-003

3.1 - SÉANCE ORDINAIRE DU 6 SEPTEMBRE 2022

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin
APPUYÉE DE : Monsieur Sébastien Robert
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le procès-verbal de la séance ordinaire du 6 septembre 2022 soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉE

2022-10-004

3.2 - SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 19 SEPTEMBRE 2022

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Richard Lecours
APPUYÉ DE : Monsieur Mathieu Blouin
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que le procès-verbal de la séance extraordinaire du 19 septembre 2022 soit adopté tel que rédigé.

ADOPTÉE

4 - CORRESPONDANCE ET INFORMATION

4.1 - INFORMATION DE M. LE MAIRE

Monsieur le maire s'adresse aux personnes présentes et leur explique tout d'abord pourquoi le Conseil municipal a décidé de tenir une séance extraordinaire le 19 septembre dernier. Il mentionne que le Conseil désirait adopter rapidement une résolution portant sur l'octroi du contrat pour la réalisation des travaux de réfection des fondations et du pavage du secteur des Fleurs afin de ne pas retarder le début des travaux.

Il poursuit en mentionnant que les élections provinciales ont eu lieu le 3 octobre dernier et il félicite en son nom et ceux des membres du Conseil, monsieur Simon Jolin-Barette pour sa réélection dans la circonscription de Borduas.

Ensuite, monsieur le maire parle du processus de planification stratégique qui est présentement en cours et mentionne que l'objectif du Conseil est de terminer cette démarche d'ici 2023. À cet effet, il mentionne qu'un sondage aux citoyens concernant certains points a été mis en ligne le mois dernier et que ces résultats aideront dans l'élaboration du plan d'actions. Il remercie les citoyens qui ont été nombreux à y répondre et fait l'annonce des deux gagnants du tirage au sort effectué dans le cadre du concours lié au sondage. Il s'agit de madame Sandra Bujold et monsieur Pierre Trudeau.

Monsieur le maire annonce que dans les prochains jours, un autre sondage sera diffusé afin d'obtenir de connaître l'appréciation de la population et des exposants à propos du marché public qui s'est tenu pour une première fois cet été. Il invite les exposants et les participants à transmettre leurs opinions, commentaires ou suggestions d'amélioration afin que la Municipalité puisse les considérer l'an prochain. Il remercie les consommateurs ayant encouragé les producteurs et artisans du marché public.

Il poursuit sur le sujet de la présence policière sur le territoire de la municipalité. Il mentionne que l'on entend souvent dire que les policiers ne sont pas autant présents qu'on le souhaiterait, mais il affirme que ceux-ci sont bel et bien présents. En ce sens, il mentionne que la municipalité a reçu dernièrement le rapport sur les constats d'infraction émis pour la période d'avril à juin et en donne les résultats : plus de 335 constats qui ont été délivrés notamment pour vitesse excessive, pour le non-respect des arrêts obligatoires et pour l'utilisation du cellulaire au volant. Bien que la Municipalité ait abaissé les limites de vitesse, il est constaté que les gens, bien souvent des résidents eux même, roulent encore beaucoup trop vite. Il réitère son intention de continuer à sensibiliser les citoyens et à collaborer avec les policiers.

Le maire termine en mentionnant que les conseillers et conseillères iront prochainement à la rencontre des nouveaux résidents et leur remettront une pochette d'information sur les services offerts par la municipalité, ainsi que sur les différentes régies et services offerts dans la région. Un écocube contenant des semences de roses sauvages leur sera également offert. Le Conseil espère que ce présent contribuera à l'embellissement du territoire et à attirer les pollinisateurs.

4.2 - CORRESPONDANCE DÉPOSÉE

Dépôt de la correspondance du mois de septembre 2022 :

- **Lettre et rapport de la Communauté métropolitaine de Montréal datée du 28 septembre 2022**
Rapport final d'emploi des contributions financières des municipalités rurales de la Communauté métropolitaine de Montréal et renouvellement du financement du Programme de compensation aux municipalités rurales pour la protection du territoire

Le Conseil prend acte.

5 - AVIS DE MOTION

5.1 - AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT NO. 19.05.01.22 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NO.19.05 CONCERNANT LES RÈGLES DE RÉGIE INTERNE ET DE PROCÉDURE DES SÉANCES DU CONSEIL AFIN D'AJOUTER LES RÈGLES ENCADRANT LA PÉRIODE DE QUESTIONS

Avis de motion est par la présente donné par monsieur Mathieu Blouin, conseiller, à l'effet que sera présenté à une séance subséquente, pour adoption, le règlement No. 19.05.01.22 modifiant le règlement No.19.05 concernant les règles de régie interne et de procédure des séances du Conseil afin d'ajouter les règles encadrant la période de questions.

6 - RÈGLEMENTS

6.1 - DÉPÔT - PROJET DE RÈGLEMENT NO. 19.05.01.22 MODIFIANT LE RÈGLEMENT NO.19.05 CONCERNANT LES RÈGLES DE RÉGIE INTERNE ET DE PROCÉDURE DES SÉANCES DU CONSEIL AFIN D'AJOUTER LES RÈGLES ENCADRANT LA PÉRIODE DE QUESTIONS

Conformément aux dispositions de l'article 445 du *Code municipal du Québec*, monsieur Mathieu Blouin, conseiller, dépose le projet de règlement No. 19.05.01 22 modifiant le règlement No. 19.05 concernant les règles de régie interne et de procédure des séances du conseil afin d'ajouter les règles encadrant la période de questions.

2022-10-005

6.2 - ADOPTION DES PROJETS DE RÈGLEMENTS D'URBANISME ET ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Richard Lecours

APPUYÉ DE : Madame Mona S. Morin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'adopter les projets de règlements d'urbanisme portant les numéros :

- No. 22.09 « Règlement du Plan d'urbanisme »
- No. 22.10 « Règlement de zonage »
- No. 22.11 « Règlement de lotissement »
- No. 22.12 « Règlement de construction »
- No. 22.13 « Règlement de permis et certificats »
- No. 22.14 « Règlement relatif aux plan d'aménagement d'ensemble (PAE) »
- No. 22.15 « Règlement relatif aux projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) »
- No. 22.16 « Règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) »
- No. 22.17 « Règlement sur les dérogations mineures »

Les présents projets de règlements d'urbanisme ont pour objet de réviser le plan d'urbanisme et de remplacer les règlements d'urbanisme actuels de la Municipalité (zonage, lotissement, construction, permis et certificats, plan d'aménagement d'ensemble, projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, plan d'implantation et d'intégration architecturale et dérogation mineure).

Une copie des projets de règlements d'urbanisme est jointe à la présente résolution (annexe A) pour en faire partie intégrante.

De plus, une assemblée publique de consultation sera tenue le jeudi 27 octobre 2022, à 19 h dans la salle des délibérations du conseil du Centre communautaire André-Guy Trudeau.

Un avis public sera publié à l'Oeil Régional et affiché aux panneaux d'affichage de l'hôtel de ville et à la placette postale des Muguets. Ce dernier expliquera les projets de règlements et les conséquences de ses adoptions. Lors de cette assemblée de consultation, les personnes et organismes qui désirent s'exprimer pourront émettre leurs commentaires.

Les projets de règlements seront disponibles sur le site Internet municipal, dès le jour ouvrable suivant la présente séance, pour des fins de consultation.

ADOPTÉE

7 - RAPPORT DES COMITÉS ET COMMISSIONS

7.1 - DÉPÔTS - COMPTES-RENDUS ET PROCÈS-VERBAUX DES RÉUNIONS, COMMISSIONS ET COMITÉS

Les documents suivants sont déposés au Conseil :

- **Régie intermunicipale de l'Aqueduc du Bas-Richelieu (AIBR)**
Procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 10 août 2022
- **Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL)**
Procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 22 juin 2022
Procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil d'administration du 30 juin 2022

8 - ADMINISTRATION

2022-10-006

8.1 - CONGÉS DES FÊTES – FERMETURE DES BUREAUX MUNICIPAUX

ATTENDU que le Conseil municipal doit aviser les citoyens de la fermeture des bureaux municipaux pour la période des Fêtes;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Richard Lecours

APPUYÉ DE : Madame Mona S. Morin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'aviser les citoyens, en affichant un avis public, aux endroits désignés, les informant de la fermeture des bureaux municipaux du 23 décembre 2022 à 12 h 30, et ce, jusqu'au 2 janvier 2023 inclusivement.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-007

8.2 - EMBAUCHE - JOURNALIER OPÉRATEUR À LA VOIRIE

ATTENDU que l'offre d'emploi a été publiée sur les sites Internet de la Municipalité, de l'Union des municipalités du Québec et de Québec municipal ainsi qu'à l'interne ;

ATTENDU les recommandations du directeur des travaux publics ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Richard Lecours

APPUYÉ DE : Monsieur Sébastien Robert

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que monsieur Jérôme Scott soit engagé à titre de journalier opérateur à la voirie à compter du 4 octobre 2022, selon les modalités et le salaire fixés par la Convention collective en vigueur.

Qu'une période de probation d'une durée de six mois doit être effectuée.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-008

8.3 - EMBAUCHE - ADJOINTE AUX TRAVAUX PUBLICS

ATTENDU que l'offre d'emploi a été publiée sur les sites Internet de la Municipalité, de l'Union des municipalités du Québec et de Québec municipal ainsi qu'à l'interne ;

ATTENDU les recommandations de la directrice générale ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Richard Lecours

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que madame Jacqueline Paré soit engagée à titre d'adjointe aux travaux publics à compter du 17 octobre 2022, selon les modalités et le salaire fixés par la Convention collective en vigueur.

Qu'une période de probation d'une durée de six mois doit être effectuée.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-009

8.4 - APPUI À LA MRC DE VAUDREUIL-SOULANGES - MÉMOIRE DANS LE CADRE DU PROJET DE POLITIQUE MÉTROPOLITAINE D'HABITATION DE LA CMM

ATTENDU le projet de Politique métropolitaine d'habitation déposé par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) en juin 2022 ;

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil tout comme la MRC de Vaudreuil-Soulanges considèrent que, dans sa forme actuelle, ce projet de politique risque de ne pas répondre aux attentes des quelques 171 600 ménages du grand Montréal qui éprouvent déjà des besoins impérieux de logement et qui vivent en précarité financière ;

ATTENDU que le projet de politique devrait mettre de l'avant des pistes d'action à la hauteur de la gravité de la situation, laisser aux municipalités et aux MRC la marge de manœuvre nécessaire au développement de projets en cohérence avec les compétences des municipalités et des MRC, et se concentrer davantage sur les enjeux directement en lien avec ce besoin essentiel, soit celui de se loger ;

ATTENDU que la CMM doit resserrer le nombre d'objectifs et pistes d'action à ceux qui ont réellement trait au logement au lieu de s'égarer dans toutes les autres planifications de la CMM ;

ATTENDU que la somme investie annuellement par les 82 municipalités de la CMM en logement social auprès de cette dernière est considérable et commande une politique et des résultats à la hauteur de cet investissement ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Sébastien Robert

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'appuyer le mémoire de la MRC de Vaudreuil-Soulanges dans le cadre du projet de Politique métropolitaine d'habitation de la Communauté métropolitaine de Montréal 2022.

De faire parvenir une copie de cette résolution à la Communauté métropolitaine de Montréal, à la MRC de La Vallée-du-Richelieu, au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, au Secrétariat de la métropole, au regroupement des offices d'habitation du Québec ainsi qu'aux autres municipalités membres de la CMM.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-010

8.5 - APPUI AUX DEMANDES DES PRODUCTEURS ET PRODUCTRICES ACÉRICOLES

ATTENDU que l'acériculture est une activité importante qui contribue à l'essor économique et à la vitalité des municipalités et des MRC en région acéricole, notamment par ses 13 300 producteurs et productrices regroupés au sein de 8 000 entreprises ;

ATTENDU que le Québec est un leader mondial de la production de sirop d'érable représentant 71 % de l'ensemble de la production ;

ATTENDU que les exportations des produits de l'érable sont en forte hausse ces dernières années, dont 21 % en 2020 et 22 % en 2021 ;

ATTENDU que les produits de l'érable faits au Québec sont exportés dans 71 pays ;

ATTENDU que la production de sirop d'érable du Québec a atteint un nouveau sommet avec une production de 211 millions de livres en 2022 ;

ATTENDU que cette production record engendrera pour la période 12 582 emplois équivalents temps plein, contribuera à hauteur de 1,133 milliard de dollars au produit intérieur brut (PIB) et des revenus en taxes et impôts de 142,87 millions de dollars au Québec et dans le reste du Canada ;

ATTENDU que le gouvernement du Québec doit maximiser les bénéfices économiques et sociaux des ressources naturelles appartenant à tous les Québécois et toutes les Québécoises ;

ATTENDU que les bienfaits écologiques des superficies d'érablière actuellement en production acéricole sont évalués à 1,62 milliard de dollars par année ;

ATTENDU que pour le même 100 hectares d'une érablière en forêt publique, les retombées économiques de la production et la transformation de sirop d'érable sont de 40 à 75 % supérieurs à la récolte et la transformation de feuillus durs ;

ATTENDU que l'acériculture est une activité durable qui permet la cohabitation des usages en forêt publique et la préservation de la faune et de la flore ;

ATTENDU que le sirop d'érable fait partie de l'identité culturelle et gastronomique québécoise et que le gouvernement du Québec a désigné les traditions du temps des sucres comme élément du patrimoine immatériel du Québec ;

ATTENDU que le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) a présenté le 26 mai 2022 son Plan directeur ministériel pour le développement de l'acériculture en forêt publique (Plan directeur) qui a pour objectif d'encadrer, de manière cohérente à l'échelle provinciale, le développement de l'acériculture en forêt publique ;

ATTENDU que le Plan directeur a fait l'objet de consultations publiques jusqu'au 26 juillet 2022 ;

ATTENDU que le MFFP et les Producteurs et productrices acéricoles du Québec (PPAQ) sont présentement en négociations sur le développement de l'acériculture en forêt publique ;

ATTENDU que les PPAQ estiment qu'il faudra l'ajout de 36 millions d'entailles supplémentaires en forêt publique d'ici 2080, ce qui représente 200 000 hectares de forêt publique, pour assurer le futur à court, moyen et long terme de l'acériculture au Québec ;

ATTENDU qu'il est nécessaire de protéger le potentiel acéricole et les érables du Québec pour assurer le développement de l'industrie acéricole ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Mathieu Blouin

APPUYÉ DE : Monsieur Sébastien Robert

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

De reconnaître l'importante contribution économique, sociale et environnementale de l'acériculture pour les régions du Québec.

D'appuyer les Producteurs et productrices acéricoles du Québec dans leurs représentations auprès du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs afin qu'il favorise les différents usages en forêt publique dans une vision à long terme qui concilie les intérêts de la sylviculture avec l'acériculture en assurant la sauvegarde du potentiel acéricole nécessaire à la croissance de l'industrie de l'érable, et ce, dans une perspective de conservation du patrimoine forestier québécois.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-011

8.6 - APPELS D'OFFRES DE L'UMQ - SERVICES PROFESSIONNELS POUR LES SERVICES FINANCIERS ET LES SERVICES DE PRÉVENTION ET DE GESTION POUR LES MUTUELLES DE PRÉVENTION EN SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL DE L'UMQ

ATTENDU que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) a deux Mutuelles de prévention en santé et sécurité du travail (MUT00119 et MUT00780), (ci-après les Mutuelles) en vertu de l'article 284.2 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* ;

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil désire profiter des avantages en adhérant à l'une ou l'autre des Mutuelles réservées exclusivement aux membres de l'UMQ ;

ATTENDU que le classement et la participation à l'une ou l'autre des Mutuelles de l'UMQ est établi annuellement par l'UMQ en prenant en compte les données disponibles au Guichet de la CNESST au 31 août de l'année du dépôt ;

ATTENDU que l'adhésion à une Mutuelle permet à la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil d'améliorer son système de gestion ainsi que sa performance en santé et sécurité du travail ;

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil participe déjà aux services offerts en santé et sécurité du travail par l'UMQ ;

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil a reçu une proposition de l'UMQ pour retenir des services professionnels, via un premier appel d'offres de services financiers et dans un deuxième appel d'offres des services de prévention et de gestion ;

ATTENDU que l'article 14.7.1 du *Code municipal* permettent à une organisation municipale de conclure avec l'UMQ de telles ententes ;

ATTENDU que conformément à la loi, l'UMQ procédera à deux appels d'offres publics pour octroyer les contrats ;

ATTENDU que l'UMQ prévoit lancer ces appels d'offres en 2023 ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sébastien Robert

APPUYÉ DE : Monsieur Mathieu Blouin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil confirme son adhésion à titre de membre à l'une ou l'autre des Mutuelles déterminées par l'UMQ.

Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil s'engage à compléter pour l'UMQ, dans les délais fixés, toute documentation nécessaire à son adhésion à l'une des Mutuelles.

Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil confirme son adhésion aux deux regroupements de l'UMQ pour retenir les services professionnels de services financiers et de services de prévention et de gestion et confie à l'UMQ le processus menant à l'adjudication des deux contrats.

Que deux contrats d'une durée de trois ans avec deux options de renouvellement annuelle pourront être octroyés par l'UMQ selon les termes prévus aux documents d'appel d'offres et de la loi applicable.

Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil s'engage à respecter les termes et conditions desdits contrats comme si elle avait contracté directement avec les adjudicataires à qui les contrats seront adjugés.

Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil s'engage à payer annuellement, à l'UMQ, les frais de gestion de 0,04 \$ / 100 \$ de masse salariale assurable à la CNESST pour sa participation à l'une des Mutuelles de prévention.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-012

8.7 - OCTROI DE CONTRAT - ENTRETIEN MÉNAGER - POSTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

ATTENDU qu'une invitation à soumissionner a été envoyée à quatre entrepreneurs ;

ATTENDU qu'une soumission a été reçue, que celle-ci a été analysée et jugée conforme ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Richard Lecours
APPUYÉ DE : Monsieur Mathieu Blouin
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'octroyer le contrat d'entretien ménager du poste de la Sûreté du Québec à l'entreprise Kaparka Entretien au coût mensuel de 3 985,00 \$, excluant les taxes et au coût horaire de 50,00 \$ pour les travaux en surplus sur demande de la Municipalité. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-210-00-529.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-013

8.8 - ADOPTION - POLITIQUE DE COMMUNICATION

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil, en tant que gouvernement de proximité, se doit de considérer la communication comme un outil de gestion stratégique essentiel dans le maintien des relations avec ses parties prenantes ;

ATTENDU que la Municipalité s'est dotée au cours des dernières années de moyens de communication afin de développer avec ses différents publics une compréhension mutuelle et une circulation efficiente de l'information visant l'amélioration, de façon continue, de la prestation des services offerts à la population ;

ATTENDU que l'adoption d'une politique de communication est nécessaire afin d'établir les balises à respecter en précisant les rôles et les responsabilités de chacun des employés et membres du Conseil municipal ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin
APPUYÉE DE : Monsieur Richard Lecours
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'adopter la Politique de communication de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil tel que rédigée.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-014

8.9 - ADOPTION - POLITIQUE DE GESTION ET D'UTILISATION DES MÉDIAS SOCIAUX

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloil est présente sur différents médias sociaux, notamment sur Facebook et YouTube ;

ATTENDU qu'il y a lieu d'encadrer et de baliser les pratiques de gestion et d'utilisation des médias sociaux officiels de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloil ;

ATTENDU que l'adoption d'une politique de gestion et d'utilisation des médias sociaux vise à favoriser les échanges avec les citoyens et à s'assurer que ceux-ci se déroulent dans un climat de respect, tout en étant conforme aux lois en vigueur ;

ATTENDU qu'il y a lieu d'orienter et d'outiller les personnes chargées de gérer ce qui est publié sur un média social municipal et d'établir une nétiquette de même que des règles d'éthique claires et précises pour les participants ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sébastien Robert

APPUYÉ DE : Monsieur Mathieu Blouin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'adopter la Politique de gestion et d'utilisation des médias sociaux de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloil tel que rédigée.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-015

8.10 - CONSENTEMENT AUTORISANT L'IMPLANTATION DU 3-1-1 POUR LES JURIDICTIONS TÉLÉPHONIQUES ET LES TOURS CELLULAIRES PARTAGÉES POUR LA VILLE DE BELOEIL

ATTENDU que la Ville de Beloil implante un service téléphonique 311 pour ses citoyens et qu'elle a mandatée CITAM, une division de CAUCA, pour l'accompagner dans cette démarche ;

ATTENDU que pour ce faire, elle doit demander l'autorisation des municipalités limitrophes touchées par l'implantation du 3-1-1 pour les juridictions téléphoniques et les tours cellulaires partagées ;

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloil a pris connaissance du document contexte et explications et qu'elle en comprend les tenants et aboutissants ;

ATTENDU que les appels fait au 3-1-1 pour la Ville de Beloil concernant la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloil lui seront réacheminés ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Marie-Claude Duval

APPUYÉE DE : Monsieur Richard Lecours

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser la Ville de Beloil et ses fournisseurs de services en télécommunications afin que les juridictions et les tours cellulaires partagées avec la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloil soient configurés de sorte que les appels (3-1-1) soient acheminés à la Ville de Beloil.

D'autoriser madame Joanne Bouchard, directrice générale et greffière-trésorière a signé pour et au nom de la Municipalité le document de consentement autorisant l'implantation du 3-1-1 pour les juridictions téléphoniques et les tours cellulaires partagées demandé par la division CITAM de CAUCA, mandatée par la Ville de Beloil pour la représenter.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-016

8.11 - COMITÉ - ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

ATTENDU que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil est un organisme public au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (c. A-2.1) (ci-après appelée la « *Loi sur l'accès* ») ;

ATTENDU les modifications apportées à la *Loi sur l'accès* par la *Loi modernisant les dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels* (2021, c. 25) ;

ATTENDU que l'article 8.1 a été ajouté à la *Loi sur l'accès*, lequel est entré en vigueur le 22 septembre 2022, obligeant les organismes publics à mettre en place un comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, lequel sera chargé de soutenir l'organisme dans l'exercice de ses responsabilités et dans l'exécution de ses obligations en vertu de la *Loi sur l'accès* ;

ATTENDU qu'il est possible qu'un règlement du gouvernement vienne exempter tout ou partie des organismes publics de former ce comité ou modifier les obligations d'un organisme en fonction de critères qu'il définit ;

ATTENDU qu'à ce jour, un tel règlement n'a pas été édicté, de telle sorte que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil doit constituer un tel comité ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Marie-Claude Duval

APPUYÉE DE : Monsieur Éric Lussier-Houle

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que soit formé un comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels conformément à l'article 8.1 de la *Loi sur l'accès*.

Que ce comité soit composé des personnes qui occupent les fonctions suivantes au sein de la Municipalité Saint-Mathieu-de-Beloeil :

- du responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels, madame Joanne Bouchard, directrice générale et greffière-trésorière ;
- de madame Virginie Forgues, adjointe à la direction et aux communications ;
- de madame Carmen Fuss, adjointe administrative à l'accueil et aux services aux citoyens.

Que ce comité sera chargé de soutenir la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil dans l'exercice de ses responsabilités et dans l'exécution de ses obligations en vertu de la *Loi sur l'accès*.

Que si un règlement est édicté par le gouvernement, ayant pour effet d'exclure la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil de l'obligation de former un tel comité, la présente résolution cessera d'avoir effet à compter de l'entrée en vigueur de ce règlement.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-017

8.12 - COMITÉ - SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (CSST)

ATTENDU que l'article 12.02 de la Convention collective des employés en vigueur établit qu'un comité de santé et sécurité doit être formé ;

ATTENDU qu'une des obligations de la Mutuelle de prévention est la formation d'un comité de santé et sécurité ;

ATTENDU que ce Comité doit se préoccuper d'identifier, d'éliminer ou de contrôler les risques et que des fiches d'actions spécifiques doivent être élaborées ;

ATTENDU que ce Comité doit établir un plan d'actions annuel afin de s'assurer de son application ;

ATTENDU que le Comité doit se réunir au minimum deux fois par année ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sébastien Robert

APPUYÉ DE : Monsieur Mathieu Blouin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

De nommer au Comité de santé et sécurité au travail, les membres suivants :

- Comme représentant de l'Employeur : Monsieur Frédéric Barbeau ;
- Comme représentant du Syndicat : Madame Kathie Ferland ;
- Comme représentant des travailleurs : Madame Carmen Fuss et monsieur Yanick Orsali.

Ce Comité peut s'adjoindre toute personne pouvant aider à la connaissance de certains dossiers afin de trouver une ou des solutions efficaces ainsi qu'au bon fonctionnement des réunions du Comité.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

9 - FINANCES

2022-10-018

9.1 - ACCEPTATION DU REGISTRE DES CHÈQUES DU MOIS DE SEPTEMBRE 2022, DES PRÉLÈVEMENTS AUTOMATIQUES ET DU COMPTE-SALAIRE

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Richard Lecours

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'accepter le bordereau des chèques portant les numéros 10 944 à 10 958 inclusivement, pour un montant de 102 301,29 \$, les prélèvements automatiques au montant de 14 512,08 \$ et le compte-salaires au montant de 68 681,89 \$.

ADOPTÉE

2022-10-019

9.2 - ACCEPTATION DU BORDEREAU DES COMPTES PAYABLES DU MOIS DE SEPTEMBRE 2022

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Richard Lecours

APPUYÉ DE : Monsieur Sébastien Robert

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser le paiement des comptes payables du mois de septembre 2022 au montant de 25 420,84 \$.

ADOPTÉE

2022-10-020

9.3 - DEMANDE DE COMMANDITE - OPÉRATION NEZ ROUGE 2022

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Mathieu Blouin

APPUYÉ DE : Madame Mona S. Morin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser une commandite au profit d'Opération Nez Rouge 2022 au montant de 200,00 \$. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-190-00-991.

ADOPTÉE

2022-10-021

9.4 - CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AU CANCER DE LA PROSTATE - NOEUVEMBRE 2022

ATTENDU qu'annuellement 4 600 Québécois recevront un diagnostic de cancer de la prostate et qu'environ 890 mourront de cette maladie ;

ATTENDU que douze Québécois par jour recevront un diagnostic du cancer de la prostate ;

ATTENDU que PROCURE est le seul organisme de bienfaisance au Québec entièrement consacré à la lutte contre le cancer de la prostate par la recherche, la sensibilisation, l'information et le soutien et que les fonds amassés sont réinvestis exclusivement au Québec ;

ATTENDU l'importance de sensibiliser la population de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil au dépistage du cancer de la prostate ;

ATTENDU que la campagne de financement « Noeudvembre » de PROCURE offre l'occasion de porter le nœud papillon pendant tout le mois de novembre ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sébastien Robert

APPUYÉ DE : Monsieur Richard Lecours

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser l'achat de 8 nœuds papillon au montant de 45,00 \$ chacun pour un montant total de 360,00 \$, excluant les taxes afin de démontrer le soutien de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil à la cause du cancer de la prostate et à la campagne « Noeudvembre » de PROCURE. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-190-03-699.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-022

9.5 - ADOPTION DU BUDGET ET DE LA QUOTE-PART 2023 - RISIVR

ATTENDU que les membres du Conseil ont reçu copie du budget 2023 et du programme triennal d'immobilisations 2023-2024-2025 de la Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu (RISIVR) ;

ATTENDU que la Municipalité doit verser une quote-part annuelle à la RISIVR ;

ATTENDU que quatre versements sont exigés pour l'année 2023 ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sébastien Robert

APPUYÉ DE : Monsieur Mathieu Blouin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que ce Conseil adopte le budget 2023 et le plan triennal d'immobilisations 2023-2024-2025 de la Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu tel que présenté.

D'autoriser le paiement de la quote-part 2023 de la Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu, pour un montant total de 517 978,00 \$ payable en quatre versements égaux de 129 495,00 \$ aux dates suivantes :

- 15 janvier 2023 ;
- 1^{er} avril 2023 ;
- 1^{er} juillet 2023 ;
- 1^{er} octobre 2023.

La dépense est applicable au poste budgétaire 02-220-00-442.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

10 - SÉCURITÉ PUBLIQUE

11 - TRANSPORT - CIRCULATION - TRAVAUX PUBLICS

2022-10-023

11.1 - OCTROI DE MANDATS - FOURNITURE ET TRANSPORT DE SEL À DÉGLACER

ATTENDU que la Municipalité a demandé deux soumissions pour la fourniture de sel à déglacer pour la saison hivernale 2022-2023 ;

ATTENDU que qu'une seule entreprise a déposé une soumission ;

Soumissionnaire	Ramassé Montréal (transport et taxes non inclus)	Livré Saint-Mathieu (transport inclus, taxes non incluses)
Mines Seleine	Non soumissionné	
Compass Minerals	90,00 \$ / TM	96,21 \$ / TM

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Richard Lecours

APPUYÉ DE : Madame Marie-Claude Duval

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'accorder le contrat de fourniture de sel à déglacer à Compass Minerals pour la saison hivernale 2022-2023 au coût de 90,00 \$ / TM, excluant les taxes et la livraison. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-330-00-629.

Le transporteur est G. Brodeur Inc., membre en règle de l'Association des camionneurs en vrac région 06. Ce dernier a été choisi par la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil et effectuera le transport à l'entrepôt du déneigeur pour la saison complète.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

2022-10-024

11.2 - RÈGLEMENT 21.03 - DÉCOMPTE PROGRESSIF NO. 1 - CHEMIN RUISSEAU SUD

ATTENDU qu'une subvention PRIMEAU est associée au règlement No. 21.03 ;

ATTENDU qu'un mandat a été octroyé à Eurovia Québec Construction Inc. par appel d'offres public ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Richard Lecours

APPUYÉ DE : Monsieur Mathieu Blouin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'autoriser, l'acceptation du décompte progressif No. 1 selon le tableau des coûts déposé par FNX Innov Inc., daté du 22 septembre 2022, pour les travaux de réfection du chemin Ruisseau Sud, exécutés par Eurovia Québec Construction Inc.

D'autoriser le paiement de la facture au montant de 421 743,41 \$ excluant les taxes et la retenue contractuelle de 10 %. La dépense est applicable au règlement d'emprunt No. 21.03.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

12 - HYGIÈNE

2022-10-025

12.1 - OCTROI DE MANDAT - SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT - RÉHABILITATION DES BERGES DU RUISSEAU BELOEIL

ATTENDU que depuis plusieurs années, les citoyens riverains du ruisseau Beloeil à Saint-Mathieu-de-Beloeil sont au prise avec des problèmes d'érosion générés par des bandes riveraines plus ou moins respectées, un apport supplémentaire d'eau qui y circule ainsi qu'une artificialisation des berges sur certaines portions du cours d'eau ;

ATTENDU que la Municipalité désire aller de l'avant avec un projet de réhabilitation des berges du ruisseau Beloeil afin de soutenir les citoyens dans la réalisation des travaux ;

ATTENDU qu'il est signalé dans le Plan directeur de l'eau (PDE) du COVABAR que le ruisseau Beloeil présente de l'envasement marqué à son confluent avec la rivière Richelieu à la hauteur des îles Jeannotte et aux Cerfs.

ATTENDU que cette zone est protégée et reconnue officiellement comme site d'alevinage du chevalier cuirré, qui est une espèce menacée et protégée unique à la rivière Richelieu ;

ATTENDU les différentes études produites par des tiers et les modifications ou changements qui peuvent être intervenus sur le terrain depuis que les constats des consultants ont été produits ;

ATTENDU la proposition d'offre de services du COVABAR datée du 18 septembre 2022 ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Sébastien Robert

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'octroyer le mandat d'accompagnement pour le projet de réhabilitation des berges du ruisseau Beloeil à COVABAR pour un montant de 8 000,00 \$ excluant les taxes. La dépense est applicable au poste budgétaire 02-230-01-499.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

13 - PERMIS ET INSPECTION

2022-10-026

13.1 - DÉLÉGATION DE POUVOIRS D'INSPECTION - RCI 2022-96 DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

ATTENDU le Règlement de contrôle intérimaire 2022-96 concernant les milieux naturels, adopté par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) le 28 avril 2022 ;

ATTENDU l'article 5.2 de ce règlement par lequel le fonctionnaire ou l'officier municipal qui est responsable de la délivrance des permis et certificats au sens des articles 119 et 236 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., c. A-19.1), est le fonctionnaire désigné par le conseil de la Communauté pour agir à titre d'inspecteur métropolitain local chargé de l'application du Règlement de contrôle intérimaire ;

ATTENDU que la Municipalité doit consentir à telle désignation en vertu du deuxième alinéa de l'article 63 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, précitée ;

ATTENDU l'article 5.2 du Règlement de contrôle intérimaire, par lequel le conseil de la Communauté peut déléguer, par municipalité, les pouvoirs et devoirs généraux des inspecteurs métropolitains en chef et adjointe prévus aux articles 5.4 et 5.5 de ce même règlement aux inspecteurs métropolitains locaux ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Sébastien Robert
APPUYÉ DE : Madame Mona S. Morin
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil consente à ce que ses fonctionnaires ou officiers responsables de la délivrance des permis agissent à titre d'inspecteurs métropolitains locaux, tel que prévu par l'article 5.3 du Règlement de contrôle intérimaire de la Communauté et exercent les pouvoirs et devoirs énumérés à l'article 5.7 de ce même règlement.

Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil consente à ce que ses fonctionnaires ou officiers responsables de la délivrance des permis se voient déléguer les pouvoirs et devoirs de l'inspecteur métropolitain en chef et l'inspecteur métropolitain adjointe, tel que prévu aux articles 5.4 et 5.5 du Règlement de contrôle intérimaire de la Communauté.

Que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil informe la Communauté métropolitaine de Montréal que les personnes suivantes agissent à titre d'inspecteurs métropolitains locaux sur son territoire :

- Romain Schwitzer, inspecteur municipal ;
- Alexandre Falardeau-Hinds, inspecteur municipal.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

14 - LOISIRS ET CULTURE

2022-10-027

14.1 - AFFECTATION AU FONDS DE PARCS - OCTROI DE CONTRAT - AMÉNAGEMENT DU PARC DE LA CROIX

ATTENDU le projet d'aménagement d'une aire de repos pour cyclistes au parc de la Croix ;

ATTENDU qu'une invitation à soumissionner a été envoyée à cinq entrepreneurs pour réaliser l'aménagement d'une dalle de béton et l'installation d'une fontaine d'eau au parc de la Croix ;

ATTENDU Que deux soumissions ont été reçues, qu'elles ont été analysées et jugées conformes ;

Soumissionnaire	Montant excluant les taxes
Construction MA Fort Inc.	25 500,00 \$
G. Brodeur Inc.	25 125,00 \$
Coffrage Béton Rive-Sud Inc.	Non soumissionné
Les entreprises Laporte	Non soumissionné
JD Excavation	Non soumissionné

ATTENDU les recommandations du directeur des travaux publics ;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin
APPUYÉE DE : Monsieur Mathieu Blouin
ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

D'octroyer le mandat pour la réalisation des travaux d'aménagement du projet d'aire de repos pour cyclistes du parc de la Croix à l'entreprise G. Brodeur Inc. pour un montant de 25 125,00 \$ excluant les taxes. La dépense est affectée au fonds de parcs.

Le préambule fait partie intégrante de la résolution.

ADOPTÉE

15 - PÉRIODE DE QUESTIONS

Conformément aux dispositions de la Loi, le président invite les personnes présentes à poser des questions aux membres du Conseil municipal.

2022-10-028

16 - CLÔTURE DE LA SÉANCE

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Mona S. Morin

APPUYÉE DE : Monsieur Mathieu Blouin

ET RÉSOLU à l'unanimité des conseillers :

Que la présente séance soit et est close à 21 h 37.

ADOPTÉE

Normand Teasdale, maire

Joanne Bouchard, directrice générale et greffière-trésorière

Je, soussignée, Joanne Bouchard, directrice générale et greffière-trésorière, certifie par les présentes, qu'il y a des crédits suffisants pour les dépenses décrétées lors de la séance tenue ce 4 octobre 2022.

Joanne Bouchard, directrice générale et greffière-trésorière

Je soussigné, Normand Teasdale, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Normand Teasdale, maire